

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4337 - Jeudi 16 Mars 2023 - Prix : 200 Fc

AÉRIEN :

Les Comoriens de France vent debout contre la cherté des billets



Image d'illustration

Pour ce début du mouvement, la manifestation de mécontentement se limite à un boycott des compagnies aériennes desservant les Comores, Ethiopian Airlines et Kenya Airways en tête, et ce à partir du 31 mars prochain.

Dans deux semaines, les Comoriens de France cessent de prendre l'avion pour le bercail, si les consignes sont suivies à la lettre. La diaspora comorienne de France s'est en effet réunie à Marseille, le 26 février dernier, en présence de leur mufti, pour étudier les voies et moyens de faire baisser les prix des billets d'avion vers les Comores, jugés « extrêmement chers ».

Pour cette première étape d'un mouvement naissant qui semble être parti du bon pied, la manifestation de mécontentement se limite à un boycott des compagnies aériennes desservant les Comores, Ethiopian Airlines et Kenya Airways en tête, et ce à partir du 31 mars prochain.

Les organisateurs investir les différents aéroports de l'hexagone avec leur bâton de pèlerin pour se faire entendre. « Nous nous rendrons dans les aéroports pour nous assurer que les mesures sont respectées », concède Ali Taoufik, membre fondateur du mouvement, contacté par La Gazette des Comores.

LIRE SUITE PAGE 3

23 Chaanban 1444
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Mars 2023

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 21mn

Fadjr : **04h 57mn**

Dhouhr : **12h 21mn**

Ansr : **15h 36mn**

Maghrib : **18h 24mn**

Incha : **19h 48mn**



SOCIÉTÉ

Wuambushu, ou la stratégie de la terre brûlée à Mayotte

Depuis des semaines, la toile est inondée par des publications qui alertent l'opinion sur une prochaine « expédition » punitive dans l'île comorienne de Mayotte, organisé depuis la place Beauvau siège du ministère de l'intérieur de la République française. L'objectif visé est de purger la quatrième île des Comores de ses habitants venus des trois autres îles et qualifiés de clandestins.

Wuambushu, c'est le nom choisi par le ministre de l'intérieur français Gerald Darmanin en collaboration avec le préfet de Mayotte Thierry Suquet pour venir à bout de la grande délinquance qui sévit à Mayotte depuis des décennies. L'opération du point de vue de la presse française semble être une opération séduction envers une extrême droite de plus en plus ancrée (59,1% au 1er tour de la présidentielle de 2022), plutôt qu'une véritable prise de conscience du dépérissement et du déclin de la population qui vit dans l'île dans son ensemble. « L'objectif reste de marquer les esprits, dans un contexte d'examen de la loi sur l'immigration et de sur-enchère du Rassemblement National sur ce sujet à Mayotte »,

peut-on lire dans le journal Le Monde du 12 mars dernier.

Cette nouvelle droite décomplexée est incarnée par la députée de la 1ère circonscription de Mayotte Estelle Youssoufa farouche parmi les opposants de Mayotte comorienne. L'opération débiterait le 21 ou le 29 avril après la fin du Ramadan. Des forces de l'ordre seront renvoyées en renfort pour soutenir celles déjà en place. Le Monde parle de 1050 militaires et 820 policiers qui auront comme objectif l'interpellation d'un maximum de 280 individus par jour. En plus des interpellations et des expulsions, l'opération va mettre un coup d'accélérateur aux decasages des maisons (Banga) jugées insalubres et illégales.

Selon le journal MEDIAPART, tout partirait d'un rapport alarmant que le gouvernement français aurait caché. « Dans l'hypothèse d'un maintien des flux migratoires au niveau actuel, la situation deviendrait explosive » au grand public. Et les journalistes Fabrice Arfi et Nejma Brahim de renchérir : « Gerald Darmanin a donc misé sur un volet répressif pour tenter de tarir les départs depuis les Comores... Et de chasser les personnes exilées déjà présentes sur

l'île à coup de bulldozers censés raser les bangas. »

A Moroni, lors de la conférence de presse traditionnelle qui suit le conseil des ministres organisé ce mercredi à Mutsamudu, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie dit que le gouvernement suit avec attention ce qui est écrit dans les journaux. « Nous suivons avec beaucoup d'intérêt ce qui est écrit dans les journaux (Canard enchaîné) », a tenu à préciser le ministre. Et ce de clarifier : « Mais comme je vous ai dit ça reste des écrits sur des journaux et le gouvernement ne peut réagir sur une simple déclaration de journaux. Nous n'avons pas encore discuté avec la France. Tout le monde sait que nous avons un contentieux territorial avec la France concernant. De notre côté (gouvernement), nous estimons que Mayotte reste comorien, et tout ce qui va se passer là-bas nous concerne au plus haut point ».

Côté société civile, des intellectuels commencent à élever la voix en interpellant directement le chef de l'Etat, le cas du journaliste Kamal' Eddine Saindou est le plus saisissant. « Je vous prie, en tant que Président en exercice de l'Union Africaine, d'user des pouvoirs que vous confère cette posi-



tion, pour rappeler la France au respect de la souveraineté comorienne et du droit international et à se conformer à ses engagements internationaux », écrit-il sur sa page Facebook.

De son côté, le Comité Maorais par la voix de son président Me Atick, est sans concession pour dénoncer les manœuvres françaises. « Voyez que c'est une opération batarde à deux têtes (decasage et expulsion) et dont son mode opératoire tel qu'énoncé reste comparable aux rafles des Juifs lors de la 2e Guerre mondiale », avance-t-il.

Revenant à la charge, Me Atick a rappelé à la France son rôle dans

ce qui se passe actuellement à Mayotte. « La France a fait de Mayotte une zone de non droit », dit-il. Et de rappeler à la France le droit international. « Au lieu d'user de la force sur des personnes qui sont sur leur territoire, la France doit appliquer les résolutions de l'ONU, notamment celle qui l'invite à trouver les voies et moyens pour que Mayotte retourne dans son giron naturel », conclut le président du Comité Maoré.

ASB

SANTÉ PUBLIQUE :

Un vaccin contre le cancer du col de l'utérus pour bientôt

Tenu à Dar Nour, ce mercredi 15 mars, le conseil des ministres a abordé plusieurs points dont le vaccin de lutte contre le cancer du col de l'utérus et le ramadan. Le Papillomavirus sera disponible aux Comores pour les futures mamans c'est-à-dire les jeunes filles de 8 à 12 ans.

Les papillomavirus sont liés à l'apparition de plusieurs cancers : col de l'utérus, vagin, vulve, mais aussi anus, pénis et plusieurs cancers des voies aérodigestives supérieures (cavité orale, oropharynx, amygdales) (CIRC Monographie 100 B). La part des cancers attribuables aux HPV varie selon le type de cancer. En effet, il existe deux vaccins qui sont d'ailleurs utilisables à savoir, un vaccin bivalent qui protège contre les virus de types 16,18 et le Cervarix qui est un vaccin non avalent qui protège en plus contre les virus de type 31, 33, 45, 52, 58" et on ajoute aussi un autre vaccin qui s'appelle Gardasil 9.

Hier mercredi à l'issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement a annoncé l'arrivée prochaine de ce vaccin dans le pays. « Une vaste campagne de sensibilisation sera lancée dans l'archipel les jours prochains. Ce type de

vaccin est déjà utilisé dans des pays africains », avance-t-il. Selon des explications d'un médecin rencontré dans la cour de la Présidence, le Cervarix est un vaccin indiqué, à partir de l'âge de 9 ans, dans la prévention des lésions ano-génitales

précancéreuses du col de l'utérus.

Autre sujet abordé c'est la vie chère. A l'approche du mois sacré de ramadan, les yeux sont rivés sur les mesures du gouvernement pour maîtriser l'inflation galopante, surtout à Anjouan traverse une crise écono-

mique plus aigue par rapport aux autres îles. Il a été aussi évoqué l'état d'avancement des routes en chantier, comme celles de Sima-Mutsamudu et Nyomachiwa-Djando dans l'île de Mohéli. A noter que le président de la République est

arrivé à Anjouan mardi dernier et partira à Bambao Mtsanga pour visiter des chantiers dans le CERDE de Bambao Mtsanga, avant de rentrer à Moroni.

Nabil Jaffar

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Direction de la Lutte Contre la Maladie

Programme National de Lutte Contre le Paludisme

La Coordonnatrice

Réf. N° 23 /45/ MSSSPG/DGS/DLM/PNLP



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والظواهر الاجتماعية والتعزيز المجتمعي

إدارة العامة للصحة - إدارة مكافحة الأمراض

البرنامج الوطني لمكافحة الملاريا

AVIS A MANIFESTION D'INTERET

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la protection Sociale et de la Promotion du Genre à travers le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), Bénéficiaire Principal de la subvention COM-M-PNLP financée par le Fonds Mondial compte recruter :

- Un gestionnaire de données ;
- Un microscopiste pour le PNLP, quatre pour les districts du centre, de Hambou, de Mitsamiouli et de Sima, DRS de Ndzuwani ;

Toutes les personnes intéressées sont priées de retirer les termes de référence de chaque poste auprès du Secrétariat du PNLP sis Route de la Corniche, à côté de

l'Ecole de Médecine et de Santé Publique de Moroni **du lundi au jeudi de 07h30 à 15 h 00, le vendredi et le samedi de 07h30 à 11h 30.**

Tél : 335 25 56/ 332 12 66 / 333 71 03, 333 11 40

Les dossiers de candidatures devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste ;
- Le curriculum vitae ;
- Les copies certifiées des diplômes ;
- Une photocopie de la pièce d'identité ;
- Un certificat de travail ;
- Les coordonnées de deux personnes de référence ;

Les dossiers de candidatures sont à déposer au secrétariat du PNLP, sous plis fermé et à adresser à Madame la Coordonnatrice du PNLP, sis Route de la Corniche-Moroni, BP : 6512 avec la mention **"RECRUTEMENT DU POSTE CHOSI"**.

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES : LE SAMEDI 08 AVRIL 2023 A 11 H 00

Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), BP : 6512, Tel : +269 773 80 76, E-mail : pnlp@sante.gouv.km

AÉRIEN :

Les Comoriens de France vent debout contre la cherté des billets

Suite de la page 1

En cas de contrevenance à la consigne, « les auteurs seront sévèrement punis » d'après notre interlocuteur qui précise que des mesures de bannissement s'abatront sur le village ou la région dont est originaire le contrevenant. Une arme antidémocratique mais qui a toujours fonctionné aux Comores, et fait la fierté de ceux dont la justice et la bienséance sont le cadet des soucis. Pour s'assurer de ne pas

faire chou blanc et perdre la partie, les initiateurs mènent des négociations pour impliquer la notabilité au niveau national.

A la question de savoir si le mouvement compte sur le soutien du gouvernement comorien pour faire fléchir les compagnies aériennes, notre interlocuteur se veut clair : « On s'en fout du gouvernement. Les billets sont devenus fous et quand les autorités veulent s'impliquer pour les faire baisser, elles peuvent le faire. Ou non ». En ce mois de mars par exemple, le billet

pour un Moroni-Paris-Moroni, ou l'inverse, frôle les 1500€. « Payer 1500€ hors-saison, au mois de mars, c'est du jamais vu. Ce prix-là, c'était le prix des hautes saisons de juillet-août et décembre-janvier. Avant, un aller-retour Paris-Moroni à la même période coûtait entre 700€ et 800€ », enchaîne Ali Taoufik, sur un ton grave et sévère. Soulignons que depuis au moins deux ans, le billet d'avion pendant la haute saison se coute jusqu'à 2000€ et plus. De quoi saigner le portefeuille.

Si le ministère des Transports qui pourrait être appelé à jouer un rôle de médiateur dans cette crise qui se profile à l'horizon et qui lui pend au nez comme un sifflet n'est pas encore officiellement saisi, il ne compte pas pour autant se boucher les oreilles. « Personne ne nous a encore saisis. Mais en tant que ministère, nous ne pouvons qu'être aux côtés des Comoriens », assure son secrétaire général Ali Mohamed, contacté par nos soins. Des acteurs aéronautiques pointent du doigt la cherté des redevances

aéroportuaires qui serait l'argument magique des compagnies aériennes pour justifier la vente des billets à prix d'or, mais le ministère des Transports dit de son côté ne pas en être convaincu. En tout cas, si la diaspora va jusqu'au bout, c'est l'économie nationale qui vacillera en premier lieu car sa contribution représente chaque année près de 25% du PIB national.

TM

DÉVELOPPEMENT :

Des acteurs formés sur les outils de planification des ODD

18 formateurs sont en formation sur les outils de planification opérationnelle du développement durable de la francophonie.

Organisé par l'ONG Dayima et l'IFFD avec l'appui du Commissariat général au plan, cette formation prendra en compte deux aspects à savoir la grille d'analyse du développement durable allégée (GADD-A) et la grille de priorisation des cibles des ODD (GPC-ODD).

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) et l'ONG Dayima, avec l'appui du Commissariat général au plan ont organisé hier mercredi un atelier de formation des formateurs sur les outils de planification opérationnelle du développement durable de la francophonie. Cet atelier de deux jours (15 au 16 mars) a pour but de former une équipe de la formation familiarisée avec les outils qui pourra par la suite assurer le relais pour sensibiliser les acteurs nationaux et locaux à l'importance de la prise en

compte des ODD dans la planification à l'échelle locale, et les former sur la démarche de la francophonie pour devenir une collectivité territoriale durable.

Durant ces deux jours, l'Expert international en développement durable Kouraïche Saïd Hassani va expliquer la grille d'analyse du développement durable allégée (GADD-A). Il permet de déterminer rapidement et de façon générale si une politique, une stratégie, un programme ou un projet (PSPP) donné répond de façon optimale aux principes et enjeux du développement durable dans ses multiples dimensions, et favorise l'amélioration des conditions humaines. Ensuite, la grille de priorisation des cibles des ODD (GPC-ODD). Il s'agit d'un outil d'information et de priorisation participative des cibles des ODD dans une perspective visant à la réalisation des objectifs de développement durable à tous les niveaux.

Le commissaire général au plan Fouad Goulam a expliqué qu'en décembre 2019, le pays s'est doté d'un plan de développement à l'horizon



2030, baptisé (Plan Comores Emergent PCE), qui est devenu le document de planification nationale de référence assorti d'un PDI pour la période 2020-2024 et récemment du plan de relance. « Ce PCE est bâti autour de ses socles, catalyseurs et conditions de mise en œuvre, le développement des communes et des villes est fortement pris en

compte par le catalyseur 3 portant sur un cadre politique et institutionnel réformé et plus stable. C'est ainsi qu'a été préconisée l'Autonomie et la responsabilisation des Collectivités territoriales Décentralisées », explique-t-il.

Des collectivités locales qui répondent à l'ODD 11 préconisant de faire en sorte que les villes et les

établissements humains soient ouverts à tous, surs, résilientes et durables. « La vision du Chef de l'État portée par son gouvernement ambitionne qu'en 2030, les collectivités territoriales, communes, villes, soient des espaces de démocratie à la base, de bonne gouvernance dans une solidarité communautaire et de développement local durable, s'appuyant sur une administration déconcentrée efficace, assurant l'accès de tous aux services de base pour une économie locale florissante », souligne-t-il.

Présent à cet événement, le directeur exécutif de l'Ong Dayima Dr Abdourahmane Saïd Omar a saisi de cette occasion pour parler de Dayima qui est une ONG qui a pour but la formation, la sensibilisation et la mise en œuvre de projet de lutte contre le changement climatique, la gestion des ressources naturelle et le développement durable. « C'est d'ailleurs pour cette raison que nous accueillons cette formation qui sera bénéfique pour tous », dit-il.

Andjouza Abouheir

NOUVELLES TECHNOLOGIES :

L'inclusion des jeunes filles dans le monde digital, une nécessité

L'Unicef en collaboration avec la direction générale des affaires sociales de Ngazidja, l'association IMARA et Comor'lab ont organisé dimanche 12 mars dernier, une journée dédiée à l'inclusion des jeunes filles dans le monde digital. Cette activité avait pour but de sensibiliser des groupes de jeunes filles aux avantages liés à l'apprentissage des nouvelles technologies etc...

A l'occasion du mois de la femme, l'Unicef en collaboration avec la direction générale des affaires sociales de Ngazidja, l'association IMARA et Comor'lab ont organisé dimanche 12 mars dernier, une journée dédiée à l'inclusion des jeunes filles dans le monde digital. Cette activité a vu la participation des jeunes reporters et des clubs des adolescents et les jeunes d'Imara. Le but de ces activités est de sensibiliser des groupes de jeunes filles aux avantages liés à

l'apprentissage des nouvelles technologies, mais aussi c'était l'occasion de faire un « talks » de réflexion et discussions avec les jeunes filles sous le thème de « l'innovation et technologies pour l'égalité des sexes », un sujet très important, qui a tout son sens dans le monde actuel.

Car selon les Nations Unies, « nos vies dépendent de plus en plus

d'une forte intégration technologique : suivre un cours, appeler des proches, effectuer une transaction bancaire ou prendre un rendez-vous médical. De nos jours, tout passe par le numérique et pourtant, 37% des femmes n'utilisent pas internet et bien qu'elles constituent près de la moitié de la population mondiale, l'écart technologique est toujours en leur défaveur ». Cela revient à dire

que les jeunes devraient être sensibilisés à ces outils, des avantages de la technologie mais aussi le danger des réseaux sociaux. « Si les femmes ne peuvent pas accéder à Internet et ne se sentent pas en sécurité en ligne, elles ne sont pas en mesure de développer les compétences numériques nécessaires et de s'engager dans des espaces numériques, ce qui diminue leurs possibilités de poursuivre des carrières dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) » précisent un communiqué Nations Unies.

Ces jeunes filles seront aussi formées au numérique à travers un atelier de codage informatique et protection en ligne. À cet effet Imara Comoros est l'exemple parfait, cette association encadre des jeunes écoliers dans les technologies. Interrogé par La Gazette des Comores, la chargée de programme d'Imara Nassabia Mohamed a montré que les discussions ont été fructueuses,

malgré l'écart de l'âge et les discussions ont été enrichissantes. « Nous avons eu trois activités, sur les défis numériques, l'égalité de la femme et de l'homme et une autre sur les réseaux sociaux. Les enfants ont été à l'aise dans les discussions, ils ont participé et ce malgré leur jeune âge (9 à 12 ans) », renchérit-elle.

Pour rappel, d'Ici 2050, 75% des emplois seront liés aux domaines scientifiques et technologiques. Pourtant, aujourd'hui, les femmes n'occupent que 22% des postes en intelligence artificielle (World Economic Forum). Aux Comores, les femmes n'osaient pas rêver travailler dans le domaine de la technologie. Aujourd'hui certaines associations et des femmes se battent pour changer les mentalités à l'instar d'Imara qui a représenté le pays à maintes reprises dans des concours en lien avec les Tics.

Andjouza Abouheir



JOURNÉE MONDIALE DE LA TRISOMIE 21 À MOHÉLI

Le plaidoyer pour un centre médico-éducatif adapté à leurs besoins

L'association trisomie 21 à Mohéli a célébré le dimanche 5 mars, la journée mondiale de la trisomie 21. Le thème choisi cette année par l'association c'est « offrir aux enfants trisomiques un centre médico-éducatif qui répondra à leurs besoins ».

Le 21 mars est la date prévue pour la journée mondiale de la trisomie 21. À Mohéli, sa troisième édition a été célébrée le dimanche 5 mars comme dans le reste du pays. 22 enfants trisomiques ont pris part à ce rendez-vous contrairement à l'année dernière où ils étaient 12 enfants. Après une forte campagne de sensibilisation menée par l'association trisomie 21, d'autres ont adhéré et rejoint le groupe. Le thème choisi cette année est « offrir aux enfants trisomiques un centre médico-éducatif qui répondra à leurs besoins ».



Plusieurs discours ont été prononcés à l'occasion de cette journée.

La femme du gouverneur de Mohéli Sitty Fatima Hamidi qui

soutient activement l'association avait saisi cette opportunité pour lancer lors de son discours, un cri d'alarme sur les droits de ces

enfants. Elle a mis l'accent sur le renforcement de la protection des enfants ainsi que le soutien inconditionnel attendu par ces derniers de

la part de leurs parents. « Je m'engage à épauler cette association à travers des campagnes de sensibilisation sur la prise en charge de ces enfants et leur accès à l'éducation qui est un droit de chaque enfant » promet-elle.

Une idée partagée par Mme Natidjati Malida présidente de l'association trisomie 21 à Mohéli. La présidente n'a pas manqué d'insister sur l'importance de cette journée. Pour rappel, l'association des enfants trisomiques aux Comores prend en charge 226 cas dont 88 à Ngazidja, 22 à Mohéli et 116 à Anjouan, tous âgés de 7 mois à 53 ans. « Longtemps ignorés sans aucun plan d'avenir, il est temps que cela change afin qu'ils puissent accomplir leur rêve comme tout être humain » soutient un membre de l'association.

Riwad

HABARI ZA UDUNGA

Le pouvoir de l'honneur

Dans nos îles de la lune, nous excellons dans l'art de cultiver le superflu. Il y a quelque chose d'insaisissable dans notre manière de vivre, dans certains de nos comportements et surtout dans les paroles que nous débitons à toute heure du jour et de la nuit. A tel point qu'une grande partie de notre jeunesse a commencé à perdre les repères de notre société de plus en plus déboussolée.

Dans un livre tiré de sa thèse en anthropologie : « Le pouvoir de l'honneur », l'actuel

ambassadeur de l'Union des Comores à Genève a fait une analyse pertinente des rapports sociaux à Ngazidja sous le prisme du grand mariage que d'aucuns appellent le Grand Mirage vu les déconvenues et les désillusions qui l'accompagnent le plus souvent. Dans la même lignée, il serait intéressant qu'un jour, nos sociologues, ethnologues et autres politologues sous les cocotiers se penchent sérieusement sur la question du Pouvoir à Ngazidja et essayent d'analyser où se situent les blocages, qui font que nous nous complaisons dans cette situation qui

en apparence, nous donne l'impression d'avancer alors que nous faisons du sur place. Situation à l'image du "Djaliko" cette danse où l'on fait un pas en avant et deux pas en arrière.

C'est principalement dans l'île de Ngazidja où l'on se refuse obstinément à s'atteler au moindre changement dans les rapports sociaux, dans la mesure où la lutte pour la question du Pouvoir demeure toujours une fin en soi. Aussi, loin de nous offrir, une tribune pour annoncer des idées novatrices, des propositions concrètes, notamment sur la

rafle qui se prépare dans l'île de Maoré les débats actuels, sont devenus un champ où les uns et les autres jouent aux effets de manche et autres slogans à l'emporte-pièce.

Cependant on peut dire que nos compatriotes ont assez de jugement pour reconnaître le bon grain de l'ivraie. En effet, beaucoup refusent de s'enfermer dans des carcans et ont les yeux ouverts, c'est une des données du moment. Tenons leur un discours responsable loin des formules toutes faites et autres discours de circonstance.

Il est donc impératif d'essayer de préconiser des solutions terre à terre dès à présent, sauf si nous voulons que, dans quinze ans ou vingt ans, nous retrouvons sur la même ligne de départ. Nous pouvons,

cependant espérer, qu'un jour - un éclair de lucidité nous aidera à voir dans quelle galère nous nous sommes embarqués et dans quelle mesure nous essayerons de trouver des solutions capables de remédier aux maux qui gangrèment ce pays.

A moins que l'honneur du pouvoir ne soit plus fort que toute autre considération ? Il ne s'agit pas de jouer chaque fois les âmes courroucées face à l'adversité mais d'agir comme citoyen, tout simplement. Il faudrait que l'ensemble de la société prenne conscience de ce qui fait son fondement et examine les principes et les valeurs de base qui la sous-tend.

Mmagaza



La Commission de l'Océan Indien (COI) dans le cadre de son programme "Renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans la région de l'Océan Indien (RDRM-OI)" sous le financement de l'Union européenne lance cet appel à manifestation d'intérêt qui vise à recruter :

Un (01) consultant individuel en communication à temps partiel

Les termes de références de cet appel à manifestation d'intérêt ainsi que les conditions associées à ce recrutement peuvent être obtenus en les téléchargeant à travers le site web de la COI

www.commissionoceanindien.org – rubrique « Opportunités »

La date limite de dépôt de manifestations d'intérêt est fixée au **Mercredi 29 mars 2023 à 16h30 (heures de Maurice)**

La Gazette des Comores Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

JEUX OLYMPIQUE 2024 :

Passage de témoin entre Sylvain Riquier et Maecha Saandi

A défaut de la flamme olympique, l'Ambassadeur de France en Union des Comores Sylvain Riquier a passé le témoin à la promise nageuse comorienne Maecha Saandi mardi dernier dans une cérémonie organisée dans le plateau sportif de l'école Henri Matisse.

Tout un symbole, pour marquer les 500 jours qui nous séparent des jeux de Paris 2024, une cérémonie aux allures d'une petite olympiade a été organisée à l'école Henri Matisse sise à Hamramba. De nombreuses personnalités ont pris part à cet événement comme l'ambassadeur de France en Union des Comores, le vice-président du Cosic ainsi que son secrétaire général Hilmy Aboud Saïd.

La présence des membres du Comité Olympique et Sportif des Comores n'est pas fortuite, dans la mesure où ils sont les initiateurs avec la collaboration de l'ambassade de France à Moroni. « Nous avons organisé cette cérémonie, en collaboration avec l'ambassade de France. Nous sommes là pour marquer le passage du témoin olympique à Moroni, un événement qui



est célèbre partout dans le monde. Après cette cérémonie protocolaire, nous allons tous marcher jusqu'au stade omnisport », a dit Hilmy, interrogé par notre confrère Elie

Djoumoi.

En effet, après la cérémonie qui a vu l'ambassadeur Riquier remettre le témoin olympique à la jeune nageuse comorienne, tout ce beau

monde s'est dirigé vers le stade omnisport de Maluzini où des mini ateliers d'initiation aux différentes disciplines olympiques ont été organisés avec la présence d'athlètes

comoriens. A part les élèves de l'école Henri Matisse, de nombreux autres jeunes écoliers ont été du rendez-vous. Des élèves de l'école primaire de Fumbudzivuni dans la région de Dimani sont venus se joindre à leurs amis d'Henri Matisse pour mettre un grain de sel à cet événement.

Au stade de Maluzini, dans la joie et l'allégresse des jeunes enfants, des ateliers d'apprentissages ont été organisés dans des disciplines telles que, le judo, l'athlétisme, la pétanque, le taekwondo, le tennis de table... « On est à moins de cinq cents jours des jeux olympiques de Paris 2024. Nous célébrons le passage du témoin virtuel olympique de Paris 2024. La même fête est célébrée dans une centaine de pays du monde. Aujourd'hui, nous assistons à des ateliers de judo, taekwondo, football, tennis de table, basketball, grâce à la collaboration des fédérations sportives des Comores, qui célèbre également avec nous cette journée » s'est félicité Alexandra Le Rohellec, attachée de coopération à l'ambassade de France à Moroni.

AS Badraoui

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS DE CONSTRUCTION DEVANT ABRITER UN CENTRE CULTUREL

Avis d'Appel d'offres (AAO) UNION DES COMORES VILLE DE MITSOU DJE

COMITE DE PILOTAGE DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE CULTUREL DE MITSOU DJE AAO N°001/COFIL/CCM /CC/03-23

TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS E CONSTRUCTION DEVANT ABRITER

UN CENTRE CULTUREL, EN QUATRE (4) LOTS :

- Lot 1 : TRAVAUX AU SOUS SOL
- Lot 2 : TRAVAUX AU REZ-DE-CHAUSSEE
- Lot 3 : TRAVAUX A L'ETAGE
- Lot 4 : TRAVAUX DE TOITURE

1. Le Comité de Pilotage (COFIL) du projet de construction du centre culturel de Mitsoudjé a reçu une subvention provenant de la ville de Mitsoudjé pour financer le coût des travaux au titre du Contrat AAO N°001/COFIL/CCM/CC/03-23

« TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS E CONSTRUCTION DEVANT ABRITER UN CENTRE CULTUREL, EN QUATRE (4) LOTS ».

2. La cellule de coordination du projet sollicite maintenant des offres fermées de la part des soumissionnaires répondant aux qualifications requises.

Les lots comprennent :

- Lot 1 : Les travaux de finition du sous-sol (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, escaliers, carrelage, menuiserie métallique et en aluminium, peinture, électricité et climatisation ...)
- Lot 2 : Les travaux de finition du Rez-de-chaussée (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, travaux de maçonnerie, fosse septique, escaliers, carrelage, menuiserie en bois et en aluminium, peinture, électricité, plomberie, climatisation ...)

- Lot 3 : Les travaux de finition du premier étage (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, travaux de maçonnerie, escaliers, carrelage, menuiserie en bois et en aluminium, peinture, électricité, plomberie-assainissement, climatisation ...)
- Lot 4 : Les travaux de toiture

Les lots 2 et 4 sont à tranches fermes et les lots 1 et 3 à tranches optionnelles.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres (AO) telle que définit dans les Politiques nationales pour la passation de marchés portant sur des travaux et ouvert à tous les soumissionnaires tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la cellule de coordination et prendre connaissance du Dossier d'appel d'offres

5. Les exigences en matière de qualifications comprennent des conditions d'ordre technique, financier, légal et autres qui sont présentées dans le Document d'Appel d'Offres.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent récupérer gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à cette adresse électronique : ccmitsudje@gmail.com

7. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le samedi 15 avril 2023 à 14h00

PM. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes physiquement devant les représentants des soumissionnaires qui auront décidé d'être présents en personne le mardi 18 avril à 16H PM.

8. Toutes les offres doivent être accompagnées d'une Déclaration de validité de l'offre conforme à la Déclaration type figurant dans le Document d'Appel d'Offres. La durée fixée pour la validité de l'offre est de 150 jours. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Cellule de coordination du projet de construction du centre culturel de Mitsoudjé, Bâtiment de l'Ecole Primaire Publique de Mitsoudjé, Premier étage (CLEF), Mitsoudjé-Hambou.

Pour tout renseignement administratif et technique, veuillez prendre contact respectivement avec le secrétariat administratif (tel : 339 84 97) et le BERCC (tel : 322 32 68 – Email : berc2304@gmail.com).

Une réunion de préparation suivie d'une visite du site sera organisée le samedi 25 mars à 10h à l'adresse citée ci-dessus pour tous les intéressés.

Al-habib Said Toihir
Coordinateur